

Pour Greenpeace, cinq centrales nucléaires sont à "fermer en priorité"

Le Monde.fr avec AFP | 28.03.2013 à 08h09 • Mis à jour le 28.03.2013 à 08h27



La centrale nucléaire de Tricastin à Bollène dans la Drôme. | AFP/FRED DUFOUR

Outre Fessenheim, doyenne des centrales françaises promise à la fermeture d'ici à la fin 2016 par François Hollande, Greenpeace a inscrit sur sa liste noire des centrales à "fermer en priorité" les sites du Blayais (Gironde), du Bugey (Ain), de Gravelines (Nord) et du Tricastin (Drôme), sur les dix-neuf sites français, en évaluant leur vulnérabilité et les conséquences économiques potentielles d'un accident.

Jeudi matin, à l'aube, une dizaine de militants de Greenpeace ont déjoué la surveillance pour projeter, pendant une dizaine de minutes sur la centrale de Fessenheim, deux textes grâce à de puissants projecteurs. "*Pourquoi seulement moi ?*"

"*Pour tenir sa promesse François Hollande doit acter la fermeture d'au moins vingt réacteurs à horizon 2020*", souligne Sophia Majnoni, chargée de campagne nucléaire pour Greenpeace, en référence à l'engagement du président de la République de baisser la part du nucléaire de 75 à 50 % d'ici à 2025 dans la production d'électricité. "*Fermer uniquement Fessenheim est une manœuvre politique. Cela ne nous permet pas d'atteindre l'objectif présidentiel mais surtout d'autres centrales sont aussi dangereuses*", ajoute-t-elle.

Lire l'entretien [**Delphine Batho : Quatre ans pour fermer Fessenheim, c'est accessible**](#) ([planete/article/2013/01/25/delphine-batho-quatre-ans-pour-fermer-fessenheim-c-est-accessible_1822491_3244.html](#))

"TROIS SÉRIES DE CRITÈRES"

Greenpeace a examiné "trois séries de critères" : le niveau de sûreté des

centrales (âge, puissance, nature du combustible, etc.), les risques d'"agressions externes naturelles ou non naturelles" (inondation, séisme, risque industriel, incendie, etc.) et les conséquences d'un accident (proximité d'une frontière ou d'une grande métropole, activités proches, etc.).

Pour le Blayais, l'ONG pointe par exemple les possibles impacts d'un accident sur l'activité viticole. Pour la centrale de Gravelines, l'association pointe *"une concentration impressionnante de risques"* avec la présence de *"22 installations classées dont 8 Seveso dans un rayon de 10 km"*. *"La catastrophe de Fukushima est venue nous rappeler qu'il faut se préparer à un accident majeur même si ce n'est pas le scénario le plus probable"*, commente Greenpeace, qui boycotte le processus officiel du débat national sur la transition énergétique lancé en novembre 2012 par le gouvernement.

Ce débat se poursuit jusqu'à l'été et doit déboucher sur une loi de programmation à la rentrée pour définir la nouvelle politique énergétique de la France.